



COORDINATION REGIONALE MIDI-PYRENEES
CGT MINES-ENERGIE



Aux fédérations départementales
du PS, PC, PG, NPA

Toulouse le 8 juin 2009

Madame, Monsieur,

Comme vous le savez un long conflit, en Midi Pyrénées, a opposé les salariés eRDF et GrDF aux directions de ces entreprises. Plusieurs dirigeants d'organisations sont venus apporter leur soutien aux salariés en lutte et nous les en remercions.

Ce conflit de 48 jours a notamment permis le retrait du projet régional d'externalisation de certaines activités essentielles au service public et ainsi évité la suppression de plus de 500 emplois. Il a permis aussi la création de 129 postes et l'embauche de 66 jeunes qui vont consolider, notamment dans les zones rurales, une assistance et une présence de proximité aux usagers.

Certes, les salariés ont conscience des limites de leur action mais elle a, pensent-ils, contribué à faire partager l'idée que la suppression des emplois dans les entreprises n'est pas fatale.

Pendant ce conflit, rien n'a été épargné aux salariés : enregistrements de vidéos et de photos permanents des piquets de grève, convocations aux commissariats, présence systématique d'huissiers, de vigiles accompagnés de chiens d'attaque.

Si leur colère s'est exprimée, il n'y a jamais eu d'atteinte, et nous nous en félicitons, à la dignité des personnes. Jamais, malgré plusieurs convocations devant les Tribunaux de Grande Instance, nous n'avons été condamnés.

Pourtant la direction, un mois après la reprise des activités, tergiverse sur l'application de certains protocoles.

Pire, près de soixante-dix salariés sont convoqués à des entretiens préalables en vue de sanctions disciplinaires, dont certaines pourraient aller jusqu'au licenciement. L'organisation syndicale CGT est particulièrement visée puisque la quasi-totalité de ses responsables est convoquée.

Avec une telle attitude revancharde, qui se situe à l'opposé d'une bonne gouvernance des établissements, le risque est grand d'une réactivation du conflit dont la direction régionale d'eRDF / GrDF portera la responsabilité.

Nous vous demandons d'exprimer, par tous les moyens, votre solidarité afin que les emplois négociés puissent rapidement renforcer le service aux usagers et que cesse toute répression à l'encontre du personnel.

Nous sommes disponibles pour toute rencontre et vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, nos respectueuses salutations.

Marc COURDES

Responsable de la coordination régionale Midi-Pyrénées de la FNME